

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET
UNIVERSITAIRE

UNIVERSITE LIBRE DE LA REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE DU CONGO

UNILIC

ARRETE MINISTERIEL N°0071/MINESU/CAB.MIN/TLL/JRM/SB/2021



COURS D'HISTOIRE DES FAITS
ECONOMIQUES ET SOCIAUX

Par

Junior KAPALAY TATI

Fevrier 2026

Junior KAPALAY TATI : Economiste, Manager, Juriste, Pédagogue Didacticien, Théologien et chercheur
Tel. : (+243) 893333716 – 897414678 – 812297706, E-mail : juniorkapalaytati@gmail.com

PLAN DU COURS

INTRODUCTION GENERALE

**CHAPITRE I : LA PENSEE ECONOMIQUE DU XVI^{EME} SIECLE AU XIX^{EME}
SIECLE**

**CHAPITRE II : LE RENOUVELLEMENT DE L'ANALYSE ECONOMIQUE
(1870-1970)**

**CHAPITRE III : LES GRANDS COURANTS DES PENSEES
CONTEMPORAINES**

CONCLUSION GENERALE

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE

1. Objectifs globaux

- Faire comprendre la pensée économique par l'ensemble des entreprises intellectuelles dont le but est de saisir les phénomènes économiques dans leur complexe ;
- Expliquer chaque école des pensées de chaque corps doctrinal ;
- Servir de guide d'accès aux grands courants qui ont marqué le reflexe économique.

2. objectifs spécifiques

- Montrer que la pensée recouvre un domaine très large ;
- Expliquer que les grands courants de la pensée économique sont une histoire des théories de systématisation objective ;
- Montrer aussi que les théories ont été élaborées abstraitement pour expliquer et faire comprendre des phénomènes économiques complexes ;
- Expliquer que les grands courants sont plusieurs et qu'ils ne sont pas un ;
- Retracer les progrès de la croissance dans un domaine déterminé de la théorie économique. Dans cette perspective, une sélection s'impose ;
- Préserver les grands économistes contemporains pour une meilleure utilisation de leurs pensées.

La réalisation de ces deux objectifs, c'est-à-dire global et spécifiques soulève cependant quelques problèmes du moins en ce qui concerne les économistes contemporains.

- Le premier problème concerne la difficulté de l'absence de suffisamment de recul, c'est-à-dire pas assez de temps pour regrouper des écrits et critiques sur leurs pensées ;
- Le deuxième problème concerne la professionnalisation de l'analyse économique actuelle, car de grands économistes

professionnels sont reliés entre eux par un réseau dense d'institution de publication spécialisées et de colloques et appliquent méthodiquement au champ de leur spécialité le principe d'Adam Smith relatif à la Division du Travail. Il en résulte donc une croissance considérable de la production de la littérature économique et une élévation rapide de sa technicité.

Il s'agit donc d'une évolution vaccinant et foisonnante. Cependant il nous faut relever que cette pensée économique est plurielle est doctrinale et des concurrences entre paradigmes rivaux et ce malgré la sophistication croissante de leurs méthodes d'analyse. Cette situation exige que soient compris les débats qui agitent les économistes. C'est pourquoi

- l'identification de ces économistes et des débats liés à leurs noms s'impose.

Par ailleurs, il est indispensable de comprendre les transformations marquées du paysage de la pensée économique, car, anciens courants et nouvelles écoles de pensées économiques se sont actualisés comme également de nouveaux sont apparus et en même temps que s'opéraient des regroupements, de fusions et des approfondissements théoriques.

Enfin, avec le mouvement de formalisation, mathématisation, la nature même de la littérature théorique se transformait.

2. Genèse De La Pensée Economique

De toute évidence, il faut reconnaître que l'histoire de la pensée économique occidentale a commencé en Grèce qui fut à l'époque, le berceau de la civilisation européenne.

Il est possible de dire qu'au 10^{ème} siècle avant notre ère dans les villes grecques l'homme prit conscience qu'il est un être

privilegier, supérieur à toutes les autres créatures ; par ce qu'il est capable de diriger, commander, gouverner les autres natures (végétale et animale) et de s'organiser en corps social avec les autres hommes pour atteindre la suprématie de la réalité de leur vie.⁽¹⁾

Sans moindre doute, le sens de l'homme et de la genèse de son évolution dans le temps le prouve sans ambiguïté que l'homme est une réalité spirituelle et matérielle. Il est comme un « dieu » par rapport à d'autres natures qu'il assujettit. Ainsi, « la vie de l'homme s'identifie avec la vie de l'Etat qui n'est pas une réalité matérielle ».

Par conséquent, il faut dégager une conception tout à fait nouvelle qui se confond dans la spiritualité de l'homme, dans sa conscience dans son inspiration. Bref, dans son comportement au sens où il est appelé à vivre avec les autres.

Cette conception naturaliste trouve son identification surtout dans une analyse de la vie économique-sociale que l'homme mène depuis qu'il est homme s'est affirmée dans le sens qu'il demeure un animal supérieur. La même conception a été acceptée par les autres de XVIIIème et XIXème siècle qui ont posé les bases de l'économie politique.

Elle est encore partagée aujourd'hui par les autres que s'en tiennent que les sciences économiques tout comme les sciences exactes doivent être au service de l'homme et tendre à son bien-être et pas plus.

L'économie est donc une science constituée peu à peu une réponse aux problèmes spécifiques de chaque période.

- Une véritable réflexion économique est née au XVIème siècle avec les mercantilistes et s'est épanouie à la fin du XVIIIème siècle et au XIXème siècle avec les classiques.

(1) Asselain J-Ch., Histoire économique du 20^{ème} siècle, Tome I, FNSP et Dalloz, 1995

- L'analyse néo-classique et la théorie keynésienne ont ensuite profondément retrouvé la pensée économique.
- Depuis 1970, de nouveaux courants de pensée font progresser la science économique.

CHAPITRE 1 : LA PENSEE ECONOMIQUE DU XVI^{ème} AU XIX^{ème} SIECLE

La réflexion économique a d'abord été approfondie par les mercantilistes qui ont prôné l'intervention de l'Etat. Les limites de ce modèle ont été mises en évidence à partir du XVIII^{ème} siècle par les libéraux de l'école classique. La critique socialiste est une critique radicale de l'économie.⁽²⁾

SECTION 1 : LE MERCANTILISME

Le mercantilisme regroupe un ensemble d'auteurs espagnols, italiens, français qui, au cours de XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles, élaborent des règles de politique ayant pour but essentiel d'affirmer la puissance nationale en tenant compte des profonds bouleversements ayant marqué cette époque dans les domaines économiques, institutionnel et culturel.

- Dans le domaine économique, les grandes expéditions maritimes engendrent un développement très important de l'activité commerciale : des marchandises entièrement nouvelles sont introduites en Europe (thé, café, cacao, tabac, tomate, maïs,) et le commerce des autres produits s'intensifie. Les grandes découvertes ont également pour conséquence un afflux très important d'or et d'argent en provenance du Nouveau Monde.
- Dans le domaine institutionnel, cette période est marquée par l'essor des nationalités et la formation des Etats modernes.
- Dans le domaine culturel, la renaissance et la reforme entraînent la laïcisation du monde qui provoque une

(2) Bairoch P., Victoires et Déboires, Histoire Economique et sociale du monde du 16^{ème} siècle à nos jours, Tome III, Folio, Gallimard, 1997

modification des mentalités : la richesse, le goût du luxe et des arts et le bien-être, condamnées par le moyen âge chrétien, se trouvent réhabilités.

Les mercantilistes considèrent que l'Etat doit attirer et conserver sur le territoire national les métaux précieux qui constituent, selon eux, la principale richesse indispensable au développement de l'activité économique. Pour obtenir de l'or ou l'argent, un pays doit alors vendre davantage à l'étranger qu'il n'achète ; en d'autres termes, il doit obtenir une balance du commerce favorable.

Pour cela, les mercantilistes préconisent une politique protectionniste avec d'une part la création des droits de douane et l'instauration des règles diverses pour les importations de produits étrangers d'autre part l'existence de subventions pour favoriser les exportations dans le même but, cette école recommande aux gouvernants de faciliter le développement des manufactures pour accroître le volume des exportations et décourager l'introduction de produits étrangers. Cette politique économique a notamment été appliquée par Colbert.

Le colbertisme ou l'industrialisme qui utilise la puissance réglementaire de l'Etat pour favoriser le développement de l'économie nationale.

a. Les idées mercantilistes

Elles sont une pensée multiple et évolutive non seulement il n'existe pas d'écoles de pensées mercantilistes au sens stricts, mais encore la notion même du mercantiliste a été introduite par des économistes qui généralement sous cette étiquette. C'est parce que Adam Smith, en 1777, introduit le terme « mercantile » pour dénoncer ce qu'il considère comme les dangereuses confusions de la majorité de ses prédécesseurs.⁽³⁾

(3) Castel O, Histoire des faits économiques : la dynamique de l'économie mondiale du 15^{ème} siècle à nos jours, P.U Rennes, 2005

Enfin, il convient de mentionner qu'au sein de la doctrine mercantiliste, il y a certaines préoccupations et attitudes chez certains auteurs.

Le mercantiliste est une pensée séculière. La première de ses préoccupations c'est la sécurisation de la pensée économique, alors que les auteurs de moyen âge traitaient des questions économiques essentiellement sous l'angle, de la morale divine, les mercantilistes abandonnent ce point de vue pour aborder d'autres questions sous deux angles principaux :

- Le premier l'enrichissement des marchands ;
- Le deuxième : la puissance de l'Etat.

Les mercantilistes jettent donc les bases d'une nouvelle discipline, à savoir l'économie politique, alors que l'économie désigne à l'époque étymologiquement la science de l'organisation de la maison et que la politique traite de la vie de la cité. Les deux termes sont pour la première fois accouplés par le français Antoine Mont Chrétien en 1619. Cette nouvelle discipline est envisagée par les mercantilistes de façon essentiellement programmatique. Ces auteurs cherchent avant tout à proposer des moyens efficaces pour accroître la puissance politique du royaume en développant la puissance économique.

Quelle justification donner au rôle des marchands. En effet, les activités commerciales et manufacturières sont mises à l'honneur par les mercantilistes qui étaient en suspicion par l'église et méprisées par l'Aristocratie. Ces mercantilistes cherchent à démontrer en effet qu'il existe une profonde convergence d'intérêts entre le souverain et les marchands du royaume. Autrement dit la puissance politique des princes passe par l'enrichissement des marchands.

A l'appui de cette thèse, les mercantilistes développent une analyse monétaire qui parfois à juste titre mais souvent de

façon abusive leur a valu par la suite l'accusation **de bullionisme**, c'est-à-dire l'amour de l'argent ou alors une autre accusation de **chrysohedonisme**, c'est-à-dire attitude plaçant le bonheur dans l'or. Ces deux expressions désignent la confusion de la richesse et de l'or.⁽⁴⁾

Le point de départ de cette analyse est l'idée selon laquelle la puissance des souverains repose sur la disponibilité des métaux précieux qui sont l'or et l'argent et ce, de façon très large. Ceux-ci permettent en effet de payer les dépenses royales et en particulier d'entretenir une forte armée.

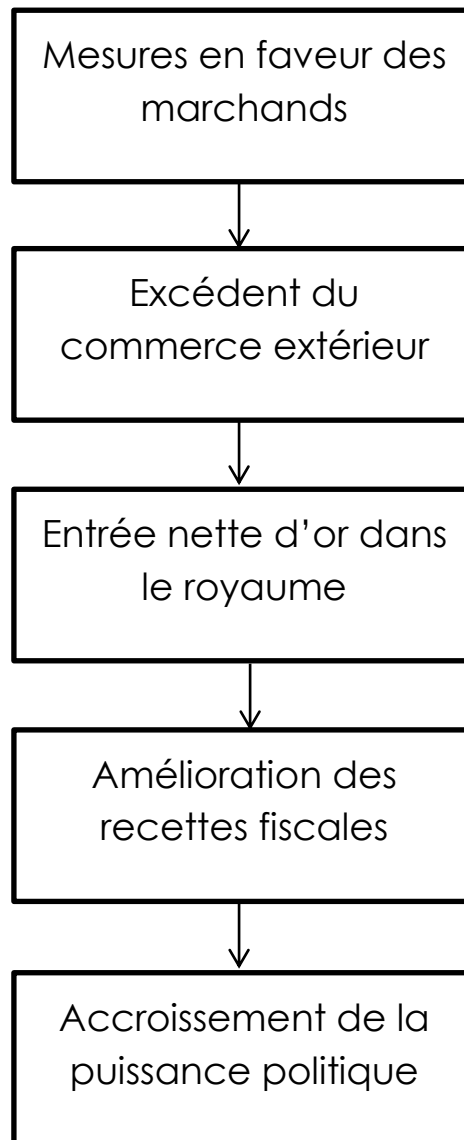
Cependant, plus la circulation monétaire est abondante dans le royaume, plus aisé est la perception de l'impôt permettant d'alimenter les caisses du Trésor Royal. Or, l'Europe est dépourvue en mines d'or et d'argent et sa source principale d'approvisionnement en métaux précieux est constituée à partir du 16^{ème} siècle par les mines d'Amérique qui étaient monopolisées à l'époque par l'Espagne.

Il importe donc pour les autres états de les capter par divers moyens. A côté de la contrebande, les mercantilistes remarquent qu'un des moyens efficaces est d'avoir une balance commerciale excédentaire, c'est-à-dire de faire que la valeur des exportations l'emporte sur celle des importations.

En effet, les transactions internes étant payées en pièces d'or et d'argent, un excédent commercial implique que le flux d'entrées des métaux précieux l'emporte sur le flux de sorties et donc que le stock d'or et d'argent en circulation dans le pays s'accroît. Pour obtenir ce résultat, il convient donc de favoriser l'activité des marchands du royaume. Il y a convergence des intérêts du roi et des marchands selon les mercantilistes.

⁽⁴⁾ Phillip A, histoire des faits économiques et sociaux de 1800 à 1945, Dalloz, 2000

Schémas explicatif du courant mercantiliste



b. Interventionnisme et rationalisme économique

Les recettes préconisées par les mercantilistes sont de types nettement interventionnistes. En effet, ces mercantilistes ne sont pas partisans du libéralisme économique qui sera assumé au 18^{ème} siècle. L'Etat doit, selon eux, par de multiples réglementations et par des incitations diverses, intervenir dans l'activité économique du pays pour stimuler et l'orienter à la direction appropriée. Les principales mesures qu'ils proposent sont les suivantes :

- Restriction aux importations et incitations aux exportations des produits manufacturiers ;
- Au contraire restriction aux exportations des produits agricoles et autres produits bruts dans le double but de réserver les matières premières aux manufactures nationales et de restreindre leurs coûts de main-d'œuvre en maintenant à un bas niveau de prix de subsistance lequel est supposé influé sur le salaire ;
- Mesures favorisant les commerçants et armateurs nationaux dans le commerce extérieur du pays afin de développer les recettes appelées aujourd'hui invisible ;
- Incitation au développement des industries à forte valeur ajoutée qui prendra en France avec Colbert la forme d'une réglementation stricte destinée à renforcer la qualité des produits.

Ces quatre mesures témoignent du caractère profondément nationaliste de la pensée mercantiliste. Ce nationalisme est souvent teinté d'agressivité pour la simple raison que le commerce extérieur est considéré comme une continuation de la guerre d'or et d'argent est de dégager un excédent commercial sur les puissances rivales de sorte que les gains des uns sont à la mesure des pertes des autres.

Notons par ailleurs que l'idée selon laquelle le développement du commerce international soit mutuellement profitable est étrangère au mercantilisme. Mais les mercantilistes vont aussi dans leurs préoccupations soulever des problèmes relatifs à la macroéconomie.

c. Le premier pas de la macroéconomie

Les mercantilistes préoccupés par le solde du commerce extérieur sont amenés à proposer des mesures concernant l'activité interne du royaume. Or, il est difficile de définir des mesures efficaces sans une certaine intelligence de relations caractérisant le fonctionnement de l'économie

nationale. C'est parce qu'ils jettent aussi les premières bases d'une discipline qui sera désignée plus tard dont le nom de macroéconomie. ⁽⁵⁾

Mettons que le souci d'efficacité conduit les mercantilismes à dénombrement s'applique aux hommes et à l'argent qui constitue, pour les mercantilismes, les deux sources essentielles de la puissance. Mais les mercantilismes vont aussi se préoccuper d'autres problèmes.

d. Le premier pas de la théorie quantitative de la monnaie

L'afflux des métaux précieux américains au 15^{ème} siècle produit dans un premier temps une forte augmentation du pouvoir d'achat en Espagne et les auteurs espagnols du 16^{ème} siècle sont fréquemment accusés d'avoir versé dans cette forme de mercantilisme primaire.

Toutefois, il faut signaler le caractère complexe et moderne de leur analyse et la paternité de la théorie quantitative de la monnaie est attribuée non pas à **JEAN BODIN** comme on l'a affirmé à un moment donné mais, à un père **JESUITE MARTIN DE ARPIMETA**. Cette théorie part du constat suivant « le mouvement ascendant des prix qui par-delà des oscillations conjoncturelles » caractérisant l'économie européenne au 16^{ème} siècle. Cet étrange enrichissement de toute chose avait été interprété en France comme la conséquence des mutations monétaires dont le souverain était coutumier pour régler ses dettes.

e. Monnaie, intérêt et activité

Plusieurs idées ont été émises parmi lesquelles, il faut retenir les suivantes :

- L'abondance monétaire et l'abondance des hommes stimulent l'activité ;

⁽⁵⁾ Bezbakh P, histoire de l'économie des origines à la mondialisation, Larousse, 2005

La théorie quantitative de la monnaie sera reprise au 18^{ème} siècle par l'économie classique laquelle rejettera l'idée que la variation de la masse monétaire peut agir par l'intermédiaire du taux d'intérêt. Cette idée cependant réhabilitée au 20^{ème} par Keynes.

f. hétérogénéité et caractère évolutif des idées.

Par ailleurs, dès la fin du 17^{ème} siècle, les thèses mercantilismes sont constatées et une nouvelle doctrine va émerger progressivement. Cette nouvelle doctrine avance l'idée selon laquelle l'économie est régie par les mécanismes naturels et pour son fonctionnement, il ne doit pas être d'obstacle au jeu de ces mercantilismes. On assiste ainsi, à un recentrage d'analyse économique qui cesse de privilégier la balance du commerce extérieur pour y étudier en priorité les interdépendances existant au sein de l'économie nationale.

Remarquons cependant, il n'y a pas de rupture entre la pensée mercantiliste et la nouvelle doctrine.

Conclusion partielle

- Les mercantilismes se sont attaqués à de nombreux problèmes, à savoir la monnaie, la balance de paiement, la fiscalité et le revenu national, la population et la postérité la défense et la croissance économique. De l'intérêt pour ces questions, peut d'ailleurs être attribués à l'apparition du capitalisme
- avec les mercantilismes, l'impérialisme fait également entrer dans l'histoire moderne ;
- Sauf, Boisguillebert, aucun auteur mercantiliste ne manifeste d'intérêt pour les injustices sociales, ni pour les oppositions des classe ;

SECTION 2 : QUESNAY ET LA PHYSIOCRATIE

François QUESNAY (1694-1774), il est le chef de l'école des philosophes économistes. Il admet qu'il est au moins un domaine dans les activités humaines qui ne relèvent à aucun degré de la morale, c'est le domaine des activités économiques. Il prend l'homme tel qu'il est et tel qu'il le voit, il constate par ailleurs que l'exercice par chacun de ses facultés physiques, exige que tous respectent la vie et les biens d'autrui. C'est là le fondement de droit naturel et donc le droit de jour de la vie et d'exercer ses facultés. Mais, c'est aussi le droit de propriété.⁽⁷⁾

En somme, pour Quesnay, le fondement de droit de propriété c'est le travail. Par ailleurs, **Quesnay** accorde une place importante dans ses idées à l'agriculture qui devient une sorte de dogme. Cependant, la thèse de la productivité exclusive de l'agriculture n'aura pas de prospérité. Cette thèse sera ruinée par la loi de la conservation de la masse émise par **Lavoisier**, selon laquelle « rien ne se perd, rien ne se transforme ».

Donc, l'agriculture ne multiplie pas la matière. Signalons que parmi les autres découvertes de Quesnay, il nous faut aussi déterminer l'importance qu'il accorde au rôle du capital dans l'accroissement du revenu national. Mais, ces idées concernent aussi la conception de l'ordre social naturel que ses disciples vont essayer d'assumer par des publications diverses. C'est ainsi que l'on peut justifier les idées telles que la liberté des échanges se confonds avec le droit de propriété.

Pour les physiocrates, la science économique est comme une science totale de l'homme. Cette totalité permet d'une part de déterminer la meilleure constitution politique et d'autre part de garantir la réalisation de la monnaie parmi les hommes. Mais cette école des pensées se rallie dans son

⁽⁷⁾ Cameron R., histoire économique du monde, Larousse, 1991

ensemble à la monarchie héréditaire qu'elle ne craint pas de nommer d'exotismes. Le souverain est en effet copropriétaire de tous les biens de ses sujets. Son intérêt personnel s'identifie avec le leur. Il faut qu'il s'enrichisse pour l'enrichir.

Les physiocrates présentent aujourd'hui un intérêt évident chez les économistes à cause de leur représentation remarquable du circuit macroéconomique. Cette représentation a directement inspiré au 19^{ème} siècle : « le schéma de la reproduction » **de Karl Marx** et elle est souvent considérée comme l'origine de système de comptabilité nationale développé après la seconde guerre mondiale.

Cette représentation trouve son expression formalisée dans le célèbre 'tableau économique de Quesnay publié en 1758». ce tableau est son modèle théorique, c'est-à-dire un optimum vers lequel il faut tendre. Par ailleurs, ce tableau présente l'avantage de s'intéresser à la production qu'il formalise comme un processus de reproduction d'avantages. Cette notion d'avances constitue l'origine directe de la notion classique de capital. Et cette notion est par conséquent décrite dans l'histoire de la pensée économique.

En effet, pour produire, Quesnay remarque qu'il faut au préalable « avancer » des ressources matérielles, lesquelles, lesquelles ont dû être elles-mêmes produites, lesquelles aussi s'usent lors de leur utilisation et doivent donc être reproduites pour que le processus de production puisse continuer. Ces ressources se composent des moyens de production durable que Quesnay appelle avance primitive c'est-à-dire capital fixe pour les classiques, et des moyens de production non durables appelées par Quesnay avance annuelle et que les classiques appellent le capital circulant.

Quesnay analyse cette dernière catégorie en référent aux matières premières et aux produits consommés par les ouvriers. Mais la comptabilité nationale de Quesnay menait en

terme monétaire semble rejoindre l'analyse physique de la production.

Au terme de cette analyse, l'activité agricole qui seule engendreur surplus physique est également la seule qui puisse fournir un revenu monétaire une remarquable approche du fonctionnement d'une économie capitaliste dans la mesure où il est fondé sur la rotation des capitaux rapportant à chaque période un certain profit. Cependant, l'analyse de Quesnay est ambiguë, Quesnay confond la nation d'amortissement.⁽⁸⁾

SECTION 3 : LE LIBERALISME DE L'ECOLE CLASSIQUE

Au XVII^{ème} siècle, l'Europe occidentale connaît de profondes modifications des structures mentales, techniques et institutionnelles.

- Les structures mentales se modifient sous l'influence du libéralisme et de l'individualisme. Après avoir favorisé dans un premier temps l'essor de l'économie en France, la politique mercantile s'avère peu à peu décevante en raison des rigidités qu'elle entraîne dans le fonctionnement de l'économie. Ainsi, par exemple, la multiplication des règlements est alors contesté se dessine. Cette réaction contre les principes mercantilistes s'inscrit dans le courant philosophique de l'époque : c'est la liberté qui permet d'obtenir ce qui semblait pouvoir être que par l'autorité de l'Etat.
- Dans le domaine technique, on assiste à une véritable révolution marquée par un emploi de plus en plus important de machines dans les divers secteurs de production. Sur le plan de l'entreprise, on voit peu à peu s'opérer un regroupement de la main d'œuvre dans des fabriques de

⁽⁸⁾ Cochet F., Henry G.M, voisin M, histoire et économie des sociétés contemporaines, Bréal, 2003
Junior KAPALAY TATI : Economiste, Manager, Juriste, Pédagogue Didacticien, Théologien et chercheur
 Tel. : (+243) 893333716 – 897414678 – 812297706, E-mail : juniorkapalaytati@gmail.com

plusieurs centaines d'ouvriers avec une division du travail qui devient sans cesse plus poussée.

- Une mutation brutale des structures institutionnelles donne de nouvelles bases juridiques qui vont favoriser le développement du capitalisme. Engendrée par la Révolution, cette transformation profonde est consacrée par le code civil et par le code commerce. Deux éléments fondamentaux caractérisent cette nouvelle conception juridique :
 - **Le principe de la liberté économique ;**
 - **Le droit de propriété.**

La plupart des économistes de l'époque ont alors rejeté toute intervention de l'Etat dans la vie économique.

3.1 Pour l'école classique anglaise

On peut citer notamment Adam Smith (1723-1790) et David Ricardo (1772-1823).⁽⁹⁾

3.1.1 Adam Smith

Est un fils d'un douanier écossais, il deviendra philosophe et économiste. Il est l'auteur d'un livre « théorie des sentiments moraux » 1759. Le deuxième, le plus important « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations » 1776. Il a raté sa carrière ecclésiastique, il est partisan de la philosophie sceptique de Hume. Il devient professeur de philosophie, séjourna en France de 1764-1766, il rencontre les physiocrates dont le contact stimule son intérêt pour les questions économiques. Il prône le libre-échange au plan national et considère le monopole comme les ennemis d'une bonne gestion économique, car les monopoles à la règle du

⁽⁹⁾ Beiton A., Gilles Ph., Parodi M., Histoire des faits économiques et sociaux de 1945 à nos jours, Dalloz, 2006
Junior KAPALAY TATI : Economiste, Manager, Juriste, Pédagogue Didacticien, Théologien et chercheur
 Tel. : (+243) 893333716 – 897414678 – 812297706, E-mail : juniorkapalaytati@gmail.com

libre-échange, Adam Smith prévoit quelques expressions notamment :

- En ce qui concerne la défense nationale ;
- Les biens importés qui taxés à l'intérieur comme moyen de représailles ;
- La défense du niveau de l'emploi national ;
- La protection momentanée d'un monopole commercial national avec les pays étrangers.

a. Origine de la richesse

Pour lui, l'origine de la richesse c'est le travail, car la quantité de travail forme la base de la valeur d'échange qui, dans une société évoluée comprend le profit du capital et la rente foncière. Il y a cependant, une confusion qu'il faut relever d'abord dès la conception d'Adam Smith au sujet de la valeur lorsqu'il affirme que « seule la quantité du travail détermine la valeur » il reconnaît l'équivalence au point de vue de la créativité de la valeur de tous les genres du travail productif. Pour lui.

- A la base de la valeur d'échange se trouve le travail en tant qu'activité productive de l'homme ;
- La grandeur de la valeur de la marchandise se détermine non pas par les dépenses de travail de production mais par les dépenses nécessaires en moyenne dans une société donnée.

Pour lui, sont productifs :

- . L'industrie ;
- . Le commerce ;
- . Le transport ;
- . L'agriculture.

Parce que le travail fournit dans ces secteurs procurent un revenu net à l'entrepreneur. Il affirme en outre que l'argent et les métaux précieux ne sont pas source de richesse, ils ne stimulent

même pas l'activité économique. De plus, il relève que la division du travail est souhaitable afin d'accroître la productivité. Toutefois, la division du travail dépend de la demande et de la quantité disponible du capital.⁽¹⁰⁾

b. La théorie des prix

Il considère deux sortes de prix :

- Prix naturel : selon lui, est déterminé par le coût de production, c'est-à-dire le salaire le profit et la rentabilité. Mais, le coût de travail constitue l'élément le plus important
- Prix du marché : déterminé par l'offre et la demande. En effet, selon Smith, le prix du marché tend à correspondre au prix naturel, c'est-à-dire comme conséquence de la concurrence et de l'intérêt personnel des acheteurs et des vendeurs.

c. La théorie monétaire

Selon Smith, la quantité de monnaie en circulation dans un pays est déterminée par la quantité d'or et d'argent en circulation n'est pas la cause, mais une conséquence de l'augmentation de la production des biens. Il note aussi qu'une partie des métaux précieux peut être remplacée par des billets de banque. Il n'en résultera aucun danger.

d. La notion de revenu national

Smith reprend aux physiocrates, la distinction entre le revenu national net et brut. Il élargit au regard du caractère productif ou improductif du travail.

Pour les physiocrates, le produit net national = produit + le salaire du travail et le produit brut est la somme du produit net et de la partie de la récolte nécessaire aux semences et à l'entretien des agriculteurs. Chez Smith par contre, le produit

⁽¹⁰⁾ Asselain J-Ch., histoire économique du 20^{ème} siècle, Tome II, Seuil, 1984

national net = à la somme de la valeur de tous les biens plus celle de certains services des amortissements.

e. La théorie de la répartition

La PNN se répartit comme suit : le salaire, le profit et la rente.

Le salaire : le travailleur n'obtient pas la valeur qu'il produit. Il est obligé de céder une partie au propriétaire foncier et à l'entrepreneur. Ce dernier emploie le travailleur et lui paie un salaire avant que la production ne soit terminée, en échange d'une partie de la production.

Dans une société en expansion, les salaires s'élèvent au-dessus du niveau de substance et peuvent donc progresser au même titre que le revenu capital.⁽¹¹⁾

- **Le profit** : Il provient du travail associé au capital, soit du seul capital (investissement, dividende). Le profit est donc la rémunération de l'initiative prise par l'entrepreneur qui a investi et l'intérêt, c'est donc la rémunération du capitaliste, c'est-à-dire de celle qui a encouru un risque.
- **La rente** : est le prix payé pour l'utilisation du sol. Elle constitue un élément du coût total. Toutefois, Smith précise que la rente foncière est un prix de monopole provenant de la rareté du sol. Elle est également à la différence entre le prix de vente des produits et leurs coûts de production. Comment Smith voit-il l'évolution de ces trois catégories de revenu ? Sa réponse est en trois points :
 - Les salaires ne pourront augmenter sauf en cas d'expansion ;
 - Les profits diminueront par suite de la concurrence entre les entreprises qui par ailleurs requièrent les capitaux plus importants ;

⁽¹¹⁾ Doujon J – P, Histoire des faits économiques et sociaux, PUG, 1992

- L'accroissement de la richesse nationale déterminera une hausse des prix.

f. considérations générales

Smith ne se contente pas de proposer une nouvelle définition de la richesse. Il étudie les facteurs susceptibles d'augmenter cette richesse. Après avoir indiqué que les facteurs essentiels et de l'accroissement de pouvoir productif de travail humain ; il explique que cet accroissement est dû au progrès de la division du travail.

C'est à Adam Smith que l'on dit la célèbre métaphore de la « main invisible » selon laquelle les individus, préoccupés exclusivement par les intérêts personnels, se comportent sur un marché concurrentiel dans un sens conforme à la prospérité générale.

Derrière cette métaphore, se trouve l'idée de la recherche du gain, amène les entreprises à produire les marchandises qui recherchent les consommateurs et cela au meilleur prix.

Donc, en utilisant les combinaisons de plusieurs facteurs techniques les plus efficaces. Mais, ces biens faits ne peuvent se réaliser pleinement que si l'économie est soumise à un régime de libre concurrence.

Enfin, aux deux missions reconnues à un état, c'est-à-dire la première défense et l'exercice de la justice Smith ajoute une troisième qui est celle d'élever et d'entretenir des ouvrages et des établissements publics parce que la grande société en retire d'immenses avantages.

3.1.2 David Ricardo

Dans les « principes de l'économie politique et de l'impôt » (1817), **David Ricardo** s'oppose lui aussi à toute intervention de l'Etat, notamment dans le domaine social ; ainsi, toute mesure qui vise à relever les salaires provoque, selon lui, un accroissement du nombre de chômeurs. Ricardo exprime d'ailleurs de façon très nette sa conception libérale lorsqu'il étudie les échanges internationaux : sa « théorie des coûts comparés », qui propose une explication de la division internationale de l'activité économique et examine les avantages qui en résultent pour chaque pays, aboutit à préconiser l'établissement du libre-échange afin que chaque nation se spécialise dans la production où elle détient un « avantage comparatif ».¹²

3.2 Pour l'école classique française

On peut citer **Jean Baptiste Say** (1767-1832). Cet auteur énonce sa célèbre loi de des débouchés suivant laquelle « l'offre crée sa propre demande ». En lieu à une distribution de revenus que les titulaires vont utiliser intégralement pour demander des biens ayant une valeur identique. Ainsi, « les produits s'échangent contre les produits » et « dans toute nation, lus les producteurs sont nombreux et les productions multipliées et plus les débouchés sont faciles, variés et vastes ». Toutes offre représentant une demande en puissance, Jean Baptiste Say en déduit que les crises générales dans la surproduction sont impossible et que l'intervention de l'Etat, par conséquent n'est pas nécessaire.

3.3 Synthèse du capitalisme

a. Histoire

L'idéologie du système capitaliste a été à la base de la révolution Française de 1789 ; cette idéologie : la main invisible du marché, c'est-à-dire la concurrence et la recherche du plus

¹² Broder A et Mauro F., Histoire économiques du monde, l'ère des ruptures (1950 à 1996), Cujus, 1997
Junior KAPALAY TATI : Economiste, Manager, Juriste, Pédagogue Didacticien, Théologien et chercheur
 Tel. : (+243) 893333716 – 897414678 – 812297706, E-mail : juniorkapalaytati@gmail.com

grand profit individuel. C'est l'efficacité de laisser-faire et laisser passer. Le système libéralisme laisse la pleine liberté aux entrepreneurs.⁽¹³⁾

L'Etat n'intervient pas dans l'économie et laisse jouer le mécanisme de la concurrence.

Rostow dans son ouvrage intitulé : « Etape de la croissance » dit qu'il existe 5 étapes :

- Société traditionnelle : Agriculture, pêche et cueillette ;
- Société de transition : intermédiaire entre le démarrage et la société traditionnelle ;
- Démarrage économique 18^{ème} siècle : usine, début de développement, production agricole, économique, de service ;
- La marche vers la maturité : perfectionnement des acquis grâce au démarrage ;
- L'ère de consommation de masse : production en série, société d'abondance.

b. Philosophie du système libéral

- Propriété privée des moyens de production ;
- Libre concurrence ;
- Non-intervention de l'Etat dans l'économie ;
- Le plus grand profit.

c. Critiques du système

- Individualisme ;
- La plus grande liberté accordée aux entrepreneurs privés négligent les intérêts de petit groupes sociaux ;
- Risque de provoquer les déséquilibres sociaux et économiques, car dans ce système, c'est la loi du plus fort qui s'applique ;

⁽¹³⁾ Garrigou – Lagrange A, Histoire des faits économique contemporaine, Dalloz, 2000

- Ce qu'il ne faut pas juger le développement d'un pays sur simple fruit de la croissance économique ;
- C'est le propriétaire qui s'approprie du bénéfice et de ce fait on aboutit à un système de l'exploitation de l'homme par l'homme.

d. Critiques supplémentaires pour les pays en développements

- Ces pays ne possèdent pas d'investisseurs nationaux assez riches et dynamiques pour développer tout seuls l'industrie ;
- Les investisseurs étrangers développent plutôt l'industrie orientée vers le commerce extérieur (mines, plantations) ; ce qui est moins intéressant pour le développement général et harmonieux du pays ;
- L'industrie des biens d'équipement (la plus importante pour le développement) ne se développe pas bien avec le libéralisme, car elle rapporte moins de profits.

e. Conclusion partielle

Il faut d'abord retenir qu'un système ne s'applique pas intégralement, mais c'est le régime qui s'applique. La concrétisation de ce système est le libéralisme économique. A cet effet, on remarque que des pays comme les USA se sont développés grâce à ce système, car l'intérêt privé est un bon stimulant pour le profit. Le système n'est pas donc forcément mauvais. Mais, les pays dits sous-développés ne doivent pas copier servilement ces systèmes, car ils ne possèdent pas de capitaux nécessaires pour développer tout seuls l'industrie, comme le libéralisme exige beaucoup de nationaux assez riches pour investir dans le domaine économique.

SECTION 4 : LA PENSEE SOCIALISTE

Le développement du capitalisme a provoqué une grande misère, notamment pour de nombreux artisans et paysans. Les premiers, ruinés par la concurrence des « fabriques », ont été contraints de travailler dans l'industrie comme ouvriers avec des salaires dérisoires et des conditions de travail extrêmement pénibles. Les seconds, attirés par des salaires au début un peu plus élevés que ceux industriels dans des conditions de logement déplorables. En outre, le chômage s'est développé, notamment lors des crises de surproduction. Il en est résulté une baisse brutale des salaires dans l'industrie et une grande en Angleterre dans la population ouvrière. Cette misère, particulièrement grande en Angleterre dans la première moitié du XIXème siècle, s'est développé ensuite en France de façon importante comme en témoignent, par exemple, les enquêtes du Dr. Villermé en 1840.

C'est dans le contexte économique et social de cette misère ouvrière que s'est développé, au début du XIXème siècle, le courant socialiste, mouvement idéologique tendant à substituer, en partie ou en totalité, la propriété collective ou sociale à la propriété privée.⁽¹⁴⁾

Au sein du courant socialiste, on distingue le socialisme utopique et le socialisme scientifique.

- **Le socialisme utopique** : est représenté notamment par Saint Simon, Fourier, Louis Blanc et Proudhon.
- **Le socialisme scientifique** : Est représenté par Kar Marx dont les thèses ont eu un très grand retentissement. Parmi les œuvres de Marx, on peut citer le « Manifeste communiste » (1848), la « critique de l'économie politique » (1859) et le « capital » dont le livre I parut en 1867 et dont les livres II et III furent publiés après sa mort, par son ami Engels.

⁽¹⁴⁾ Braudel F. et Labrousse E., éd ; Histoire économique et sociale de la France, Tome IV, PUF, 1993
Junior KAPALAY TATI : Economiste, Manager, Juriste, Pédagogue Didacticien, Théologien et chercheur
 Tel. : (+243) 893333716 – 897414678 – 812297706, E-mail : juniorkapalaytati@gmail.com

Dans les différentes sociétés, Marx distingue l'infrastructure et la superstructure. L'infrastructure désigne la technique, les modes de production et d'échange ainsi que les rapports qu'ils déterminent. La superstructure comprend les institutions et l'organisation politique, le régime juridique,... Pour Marx, l'infrastructure commande la superstructure ; les institutions, les idées ne font que refléter le monde de production.

Dans sa préface à la « critique de l'économie politique », il écrit : « Dans la production sociale des moyens d'existence, les hommes contractent des rapports déterminés, nécessaires et indépendants de leur volonté, des rapports de production qui sont corrélatifs à un stade déterminent du développement de leurs forces productives. Tout l'ensemble de ces rapport de production forme la structure économique de la société, c'est-à-dire qu'il est la base réelle sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes déterminées de la conscience. Le mode de production de la vie matérielle détermine en générale le processus social, politique et intellectuel de la vie. Ce n'est pas la conscience de l'homme qui détermine sa conscience »

Ainsi, chaque mode de production définit un type de rapports de production, lequel engendre à son tour un type de rapports sociaux. De même que le moulin à bras o donné naissance à la société féodale ou le suzerain, propriétaire de la production, le capitaliste, commande le travailler ou prolétaire.

Cependant, la domination d'une classe sociale ne peut être que temporaire. Au fur et à mesure que les techniques évoluent, le système est de moins en moins adapté à la situation nouvelle. Les superstructures, plus rigides, se modifient plus lentement du pouvoir de la classe dominante qui s'en sert en vue du maintien de ses privilèges. Mais, des contradictions de plus en plus graves se manifestent et aboutissent à un changement,

souvent violent, du système. Ainsi, « l'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte de classe ».

Pour Marx, le capitalisme relève une opposition grandissante entre les capitalistes, de moins nombreux et les prolétaires, de plus en plus nombreux. L'accumulation croissante du capital et la baisse tendancielle du taux de profit, la paupérisation du prolétariat et la sous-consommation ouvrière provoquent des crises économiques qui doivent conduire à l'effondrement du système.

A l'Etat bourgeois doit succéder pour **Marx** l'Etat prolétarien. « Entre la société communiste se situe la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci, à quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat ». Sur le plan économique, la propriété privée des instruments de production sont remis à l'Etat qui dirige toute l'économie.

4.1. Synthèse du système socialiste

a. Histoire

Le système est né en Russie en 1917, en réaction contre les abus économiques et sociaux du libéralisme, du capitalisme. Ce système est :

- **Etatique** : L'initiative économique et la responsabilité appartiennent à l'Etat représenté par le gouvernement. C'est l'Etat qui est le seul propriétaire des moyens de production. C'est lui qui règle la production en fonction de l'estimation des besoins de la population.
- **Social** : dans son but en ce sens que le bien-être social prime que celui de l'individu. L'individu sera servi non par lui-même mais par la société, d'où remplacement de l'esprit de lucre individuel par celui de productivité sociale ;
- **Autoritaire** : dans ses procédés car l'individu est contraint d'exécuter les ordres reçus de l'autorité publique. Comme

par exemple : l'Etat fixe les prix, salaire, production, consommation et tout cela d'autorité.

b. Principes

- L'Etat a tous les pouvoirs ;
- Il est seul propriétaire des moyens de production ;
- Il fixe d'autorité les prix, les salaires, la production et la consommation ;
- Il peut orienter l'économie vers l'industrie d'équipement propice au développement.

c. Les critiques

Le système n'a pas atteint tous ces buts. Il est connu dans sa réalisation sous les appellations de collectivisme ou de communisme. Collectivisme quand l'Etat contrôle uniquement les biens de consommation ; communisme quand l'Etat contrôle les biens de consommation et de production. Ce système étouffe la liberté et l'initiative privée, cependant fort utile.

d. Critiques supplémentaires pour les pays en développement

Ce système n'est possible pour les pays à la recherche du développement, car ils n'ont pas une administration bien formée.

e. Conclusion

Ce système a quand même quelque chose de bon dans la mesure où des pays comme l'URSS se sont développés grâce à lui, il réalise le développement mais aux prix de la liberté.

4.2 Reformes et transitions vers l'économie de marché

Les dysfonctionnements au sein de l'économie planifiée ont conduit la plupart des pays socialistes à mettre en œuvre des réformes économiques. L'échec de la perestroïka dans l'ancienne Union Soviétique a ouvert la voie au retour pur et simple à

l'économie de marché en Russie et en Europe Centrale. En Chine, en revanche, même si la place du secteur privé est grandissante, les dirigeants se réclament toujours du socialisme, mais du « socialisme de marché ».

4.3 L'échec de la perestroïka et les difficultés de la transition en Europe de l'Est.

Dès 1965, les premières reformes inspirées par les économistes Libermann et Kantorovitch s'étaient efforcées de donner aux entreprises soviétiques dynamisme et efficacité.

Le processus de rénovation engagé en 1985 par Monsieur Gorbatchev était quant à lui d'une autre ampleur. Il a débouché sur la disparition de l'Union Soviétique en décembre 1991 et la volonté de l'ensemble des anciens pays socialistes d'Europe de l'Est de revenir à l'économie de marché.

En 1987, s'ouvre un URSS une ère nouvelle de libre critique et de transparence (la glasnost). Celle-ci révèle l'ampleur des reformes à accomplir pour assurer la restructuration de l'économie (la perestroïka).

La perestroïka consiste essentiellement sur :

- La création d'un secteur d'initiative privée ;
- L'autonomie des entreprises d'Etat ;
- L'abandon de la planification impérative.

Ces réformes ont été mises en œuvre dans un contexte de crise de l'autorité de l'Autorité et loin de dynamiser l'économie, elles ont contribué à affaiblir le système administré.

A la suite du coup d'Etat manqué du 19 août 1991, se produit un bouleversement politique : interdiction du Parti Communiste (07 novembre 1991), disparition de l'Union Soviétique (08 décembre 1991), apparition de nouveaux Etats indépendants : Russie, Ukraine, Kazakhstan,... formant entre eux la communauté des Etats indépendant aux liens encore incertains.

Monsieur Gorbatchev avait cru pouvoir reformer le système sans porter atteinte au pouvoir du parti Communiste et aux principes essentiels du Socialisme. Sa démission (le 25 décembre 1991) a consacré l'échec de sa tentative de perestroïka. Désormais, à la tête des nouveaux Etats de la C.E.I., des hommes tels que B. Eltsine, élu Président de Russie de 12 juin 1991, considèrent qu'il est nécessaire de rompre totalement avec l'organisation politique et économique héritée de la Révolution d'octobre.

Contrairement à ce qui s'est produit en Union Soviétique, le système politique chinois est demeuré en grande parties inchangé. Le rôle des administrations (centrale ou locale) reste donc déterminant. Même si la planification impérative a été abandonnée, les directeurs des entreprises d'Etat doivent négocier avec les administrations les principaux objectifs et solliciter les autorisations de la planification.

On assiste au développement des entreprises collectives créées et contrôlées par les administrations dont le succès provient des méthodes capitalistes qu'elles utilisent.

CHAPITRE II : LE RENOUVELLEMENT DE L'ANALYSE ECONOMIQUE (1870-1970)

SECTION 1 : LES NEOCLASSIQUES OU MARGINALISTES

L'école classique a dominé la pensée économique pendant près d'un siècle, à la fin du XIX^{ème} siècle, apparaissent simultanément en Europe de nouvelles écoles qui renouvellent la pensée classique et que l'on appelle néo-classique ou marginalistes.

Au-delà de leurs spécificités, elles posent de nombreux traits communs.

- Ce sont des écoles libérales, convaincues de l'efficacité de mécanismes de marché ;
- Leur théorie de la valeur est fondée non sur la qualité de travail nécessaire pour fabriquer une marchandise, mais utilité marginale de cette marchandise :
- L'introduction de l'analyse à la marge (coût marginal, productivité marginale,...) permet à la plupart d'entre elles une utilisation plus poussée des outils mathématiques ;
- Les agents économiques sont supposés rationnels et désireux d'optimiser.

Trois écoles ont joué un rôle majeur dans l'évolution de la science économique.⁽¹⁵⁾

1.1 L'école de Cambridge

Staley Yevons (1835-1882) est des fondateurs de l'analyse marginaliste. Il considère que l'économie est par nature une science aussi mathématique que la physique.

Alfred Marshall (1842-1924) a été très soucieux d'expliquer les phénomènes économiques concrets (le nombre

⁽¹⁵⁾ Brasseul J., Histoire des faits économiques, Tomes III, A. Colin, 2001

d'entreprises dans une branche, l'évolution du prix d'un produit,...) c'est l'un des grands théoriciens de l'équilibre partiel.

1.2 L'école de Lausanne

- **Léon Walras** (1834-1914), économiste, a monté :
 - o L'interférence de différents marchés de biens et services et de facteurs de production ;
 - o L'existence d'un équilibre général.

1.3 L'école de Vienne

1.3.1 Karl Menger (1840-1921). Au-delà de son apport à la théorie de la valeur, il est le fondateur du « subjectivisme méthodologie ». Pour lui, la science économique doit renoncer à l'abstraction, étudier le comportement des individus en s'appuyant sur la psychologie.

1.3.2 Eugen Von Böhm-Bawerk (1851-1914) est l'un des principaux théoriciens du capital.

1.3.3 Keynes :

a. Sa vie et son œuvre

John Maynard Keynes (1883-1946) est l'un des économistes du 20^{ème} siècle dont l'influence sur l'enseignement universitaire, l'opinion publique et les gouvernements aura été la plus profonde et la plus durable.

Ancien élève d'Alfred Marshall, il devient, à son tour, professeur à Cambridge. Il se fait connaître en contestant avec courage et lucidité leurs thèses de la délégation britannique (dont il est pourtant l'un des principaux experts) à la conférence de la paix en 1918. Il soutient dans « les conditions économiques de la paix » (1919) que le montant trop élevé de la réparation exigée de l'Allemagne ne peut conduire ce pays qu'à une crise économique et sociale de grande ampleur.

Il prouve ensuite son non conformisme en s'opposant à la politique de retour l'étalon et de réévaluation de la livre menée en 1923 par W Churchill.

Enfin, la crise de 1929 l'amène à penser qu'une situation de chômage durable peut apparaître en économie de marché. C'est la thèse qu'il développe dans la « théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie ».

A la conférence de breton Wood en 1944, il dirige la délégation britannique et s'efforce à obtenir la création d'un système monétaire stable et d'une véritable monnaie internationale indépendante du dollar.

b. Les fondements théoriques de l'interventionniste

L'analyse keynésienne comporte d'abord une réfutation explicitée d'un certain nombre d'hypothèse de base néoclassique :

Pour comprendre l'évolution d'une variable économique. On ne peut pas toujours se contenter d'additionner les comportements individuels, comme le font les néo-classiques. Ainsi, la baisse des salaires peut conduire chaque entrepreneur à embaucher, mais sur le plan macroéconomique, elle entraîne une baisse de la consommation donc de la production et de l'emploi.

c. La neutralité de la monnaie

Pour les néo-classiques, « la monnaie est un voile qui masque la réalité des échanges ». Il faut donc toujours analyser les grandeurs en terme réel. Une économie monétaire de production ne peut fonctionner comme une économie de troc.

En effet, la possibilité de thésauriser une partie du revenu monétaire ou d'emprunter fait que la demande peut être différente de la production.

d. L'équilibre par les prix

L'équilibre de tous les marchés (y compris celui du travail) est réalisé pour les néoclassiques grâce aux variations des prix. Keynes émet deux réserves :

- Il existe sur certains marchés des prix rigides. C'est le cas du salaire (ou prix du travail), rigide à la baisse ;
- L'emploi n'est pas déterminé par le salaire réel. C'est en fait le revenu national que détermine par le salaire réel. C'est en fait le revenu national que déterminent la demande globale et par conséquent le niveau de la production et de l'emploi. C'est donc sur la base d'une approche différente des phénomènes économiques qu'est abordée la question centrale de l'équilibre de sous-emploi.

L'équilibre qui se réalise sur le marché des biens et services est unique pour préférence pour la liquidité. Si ces trois paramètres sont stables, la production d'équilibre est stable, or la production qui permettrait de réaliser le plein emploi, peut être différente de la production d'équilibre. Elle dépend en effet :

- De facteurs démographiques et institutionnels qui déterminent la population active ;
- De facteurs économiques et technologiques qui déterminent la technique de production.

Aucun mécanisme de marché ne peut à court terme, rapprocher la production d'équilibre de la production potentielle de plein emploi en cas de divergence. En effet, les facteurs déterminant l'une et l'autre sont indépendants c'est le constat de cette inefficacité des mécanismes de marché à rétablir l'équilibre de plein emploi qui conduit Keynes à préconiser l'intervention de l'Etat.

L'Etat est en effet seul qui puisse accroître ses dépenses, alors que dans la crise tous les autres agents économiques (ménages et entreprises) ont tendance à traduire les leurs. Toutes

l'augmentation des dépenses publiques ne doit pas être compensées par celle des prélèvements fiscaux : le déficit budgétaire est donc une nécessité pour relever le niveau de la demande globale et donc de la production.

Keynes préconise de compléter l'action de la politique budgétaire par la mise en œuvre d'une politique monétaire de baisse des taux d'intérêt susceptible de favoriser la reprise de l'investissement.

SECTION 2 : LA POSTERITE KEYNESIENNE

A la suite de la publication de la « Théorie générale » de nombreux débats théoriques vont se produire et les idées Keynésiennes vont se répandre très largement.

Des économistes tels que Hicks (Prix Nobel 1972), Hansen ou Samuelson (Prix Nobel en 1970), s'efforcent à réaliser une synthèse entre certains apports néo-classiques qui restent valides à leurs yeux et l'essentiel de la macro-économie Keynésienne.

Par ailleurs, la politique économique par la plupart des pays occidentaux de 1945 à 1975 et l'instauration d'un Etat-providence s'inspirent largement des principes de la « théorie-générale ». Les forts taux de croissance de cette période semblent apporter alors une confirmation éclatante de la justesse de la politique économique préconisée par Keynes.

CHAPITRE III : LES GRANDS COURANTS DES PENSEES CONTEMPORAINES

SECTION 1 : LES ECOLES LIBERALES

1.1 L'école monétariste ou école de Chicago

L'école monétaire s'est constituée dans les années 1960 à l'université de Chicago autour de Milton Friedman (prix Nobel d'économie en 1976) à partir d'une critique libérale de l'interventionnisme keynésien.

Les thèses de cette école ont trouvé un écho croissant dès lors que dans un contexte de crise du système monétaire international (1971) et de stagflation (1974), les politiques keynésiennes se révélaient le plus souvent incapables de restaurer tout à la fois le plein emploi, la stabilité des prix et l'équilibre extérieur.⁽¹⁶⁾

Comme son nom l'indique, l'originalité de cette école tient en grande partie à ses thèses sur la monnaie, présentées notamment dans « l'histoire monétaire des Etats-Unis » (1963).

Les thèses sur la monnaie sont :

- L'inflation est un phénomène exclusivement monétaire. Toute augmentation de la masse monétaire provoque une augmentation proportionnelle des prix ;
- La monnaie est très active à court terme sur les variables réelles. Une crise ;
- La monnaie est neutre à long terme pour les variables réelles. Le taux de croissance de longue période est complètement indépendant de la politique monétaire suivie.

⁽¹⁶⁾ Bastidon Gilles C., Brasseur J, Gilles Ph., Histoire de la globalisation financière, Armand Colin, 2010
Junior KAPALAY TATI : Economiste, Manager, Juriste, Pédagogue Didacticien, Théologien et chercheur
 Tel. : (+243) 893333716 – 897414678 – 812297706, E-mail : juniorkapalaytati@gmail.com

Il en résulte qu'il faut à la fois contrôler la masse monétaire pour éviter l'inflation et la stabiliser pour amortir les oscillations du taux de croissance autour de sa tendance à long terme.

Il faut donc substituer aux actuelles politiques monétaires laissées à la discrétion du gouvernement une « règle monétaire » intangible, fixant un taux de croissance de la masse monétaire égal aux taux de croissance à long terme du PIB.

Les études économiques portant sur la fonction de consommation (1956) ou sur la relation inflation-chômage (1977) ont conduit Milton Friedman à utiliser deux concepts nouveaux.

- Le revenu permanent

Est le revenu normal attendu du patrimoine humain (profession, formation, aptitude,) et du patrimoine matériel (actif immobiliers, financiers ou monétaires). Il y a cependant une composante aléatoire (y_t). Le nouvel effectif « mesuré » (y) de la période diffère donc revenu du permanent. On a $y = y_e + Y_T$.

- Le taux naturel de chômage

Il existe un taux de salaire réel d'équilibre sur le marché du travail. Cependant même à ce taux, subsiste un chômage appelé « chômage » résultat, à savoir :

- Des imperfections ou marché du travail ;
- Des variations aléatoire des demandes et offres d'emploi ;
- Des coûts d'information ;
- Des coûts de la mobilité.

Et leurs conséquences de politique économique, à savoir :

- Dans la mesure où la consommation s'ajuste sur le revenu permanent et non sur le revenu affectif de la période, cela :

- Permet de stabiliser l'économie :
- Ote toute efficacité à une politique budgétaire qui relance de la consommation.
- Le taux de chômage ne peut descendre durablement en dessous du taux de chômage naturel. Une politique le taux d'inflation.
 - N'obtiendrait que des effets provisoires sur le chômage :
 - Augmenterait durablement le taux d'inflation

1.2 La nouvelle école classique

La nouvelle école classiques est parfois appelée école des anticipations rationnelles en raison de l'importance qu'elle a donnée à cette hypothèse.

La plupart des agents économiques font des anticipations lorsque certaines de leur décisions engagent l'avenir.

Un certain nombre d'anticipation, par exemple de prix, prennent en compte simplement les valeurs passées de prix : c'est le cas des anticipations natives ou le anticipé est simplement le prix constaté dans le passé.

Ce comportement est évidemment irrationnel, car le prix futur sur un marché dépend en général, non pas du prix passé mais de l'offre et de la demande future.

Former une anticipation rationnelle reviendrait à connaître la courbe d'offre et la courbe de demande et à déduire le prix d'équilibre de la période future. C'est en fait connaître les différentes variables explicatives et savoir comment elles influent sur variable à anticiper.

Dès 1961, **John Muth** avait défini les anticipations sont rationnelles de la façon suivante : « Dans le cadre d'un modèle,

les anticipations sont rationnelles si elles sont identiques à la prévision de ce modèle ».

Ainsi, l'anticipation rationnelle n'est pas nécessairement l'anticipation exacte de l'avenir : elle n'est rationnelle que par rapport à l'information disponible.

Si l'information est rationnelle ou de mauvaise qualité, même des agents économiques rationnelles feront de mauvaises anticipations.

La nouvelle école classique formule ainsi les hypothèses ci-après :

- Les agents économiques utilisent l'information disponible de façon rationnelle et forment des anticipations rationnelles, car l'irrationalité les conduirait à des erreurs coûteuses ;
- Mais, l'information dont ils disposent est parfois imparfaite, ce qui peut conduire les agents économiques à faire de mauvais choix et provoquer des oscillations macroéconomiques.

Sur la base de ces hypothèses, les principaux auteurs de ce courant de pensée (**Robert Lucas de l'université de Chicago, Thomas Sargent de Stamford ou Robert Barro de Harvard**) se sont attachés à montrer l'inefficacité des politiques conjoncturelles.

L'inefficacité des politiques conjoncturelles sous hypothèse d'anticipations rationnelles, peut nous conduire aux théories suivantes :

1.2.1 La politique monétaire (Lucas Sargent)

Si la Banque Centrale annonce un objectif de croissance de la masse monétaire, les agents économiques anticiperont rationnellement une hausse proportionnelle :

Les salaires négocieront par conséquent des augmentations des salaires nominaux permettant de maintenir leur pouvoir d'achat. En l'absence de variation du salaire réel, les Entrepreneurs ne modifieront ni les effectifs de salaires ni par conséquent le volume de la production. La monnaie est neutre à court terme aussi bien qu'à long terme.

1.2.2 La politique Budgétaire (Barro)

Si le gouvernement annonce un déficit Budgétaire, les agents économiques anticiperont rationnellement une augmentation future de leurs impôts destinés à rembourser les emprunts levés pour financer le déficit Budgétaire (cette équivalence entre le montant du déficit d'aujourd'hui et celui de l'augmentation des impôts de demain avait déjà été soulignée par RICARDO).

Dans ces conditions, les ménages anticiperont la baisse de leur revenu disponible futur, ce qui les conduira à épargner (et non à consommer) le niveau de vie. Le déficit budgétaire n'a pas d'effets d'expansion.

1.3 L'école des « choix Public » ou école de virginie et l'économie de l'offre

1.3.1 Les choix Publics

Au-delà de la critique relative à l'efficacité des politiques économiques, les Auteurs de l'école des choix Public (pour la plupart professeurs à l'Université de Virginie comme **James Buchanan**, prix Nobel en 1986 ou **Gardon Tullok** remettent en cause le bien-fondé de la production des biens Publics par l'Etat. La critique est double ; à la fois critique de la procédure de choix Démocratique et critique de la Bureaucratique.

1.3.2 La procédure de choix Démocratique

- Les choix en matière d'investissements Publics résultant :
 - De marchandages politiques ;
 - De la pression de groupes sociaux organisés.
- L'agrégation des choix individuels est souvent incohérente ;
- Les décisions de dépenses sont facilitées par le fait que leurs avantages sont concentrés sur un petit nombre de bénéficiaires et les coûts (fiscaux) dispersés sur un grand nombre de contribuables.

1.3.3. Le pouvoir et la Rationalité Bureaucratique

- La bureaucratie de l'appareil d'Etat ou des collectivités locales poursuit ses propres objectifs de maximisation du revenu, du pouvoir, du prestige, de la commodité,...
- Elle revendique par conséquent l'augmentation des budgets publics ;
- Les politiques peuvent d'autant moins s'y opposer :
 - Qu'ils ont électoralement parlant, avantage à l'augmentation des budgets ;
 - Que l'information sur les coûts et les avantages de la production des biens Publics leur est fournie par l'administration.

La solution préconisée par les libéraux de l'école des choix publics est double :

- il faut limiter et encadrer la procédure de choix Démocratique par des règles constitutionnelles (interdisant par exemple les déficits budgétaires) ;
- les services publics (téléphone, télévision, eau, gaz, électricité, transports....) doivent perdre leurs contrats d'exclusivité et se trouver confrontés à la concurrence.

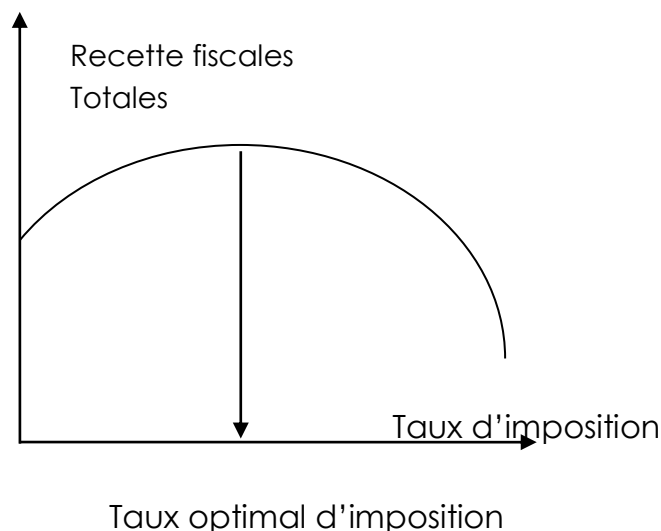
1.3.4 L'économie de l'offre

L'analyse de l'école de Virginie rejoint dans ses conclusions celle de l'économie de l'offre dont un des principaux représentants est Arthur Lanfer, professeur à l'Université de Californie.

Lanfer considère que la pression fiscale, lorsqu'elle devient excessive, produit deux effets :

- Elle décourage l'offre, les agents économiques étant de moins en moins incités à accroître leur activité pour un supplément de revenu disponible (après impôts) de plus en plus faible ;
- Elle réduit par conséquent les rentrées fiscales totales.

Cette analyse peut être visualisée sur un graphique où l'on représente en abscisse le taux d'imposition et en ordonnée les recettes fiscales totales.



La courbe de Lanfer permet de montrer que le taux d'imposition ne doit pas dépasser un certain seuil.

1.4 La contestation des politiques libérales

a. La théorie du déséquilibre

Devant la persistance du sous-emploi, un certain nombre d'économistes (**Robert Clovis, Axel Leijouhu aux Etats-Unis,**

Jean Paul Ben ASSY ou Edmond Malinvaud en France) remettent en cause l'existence et l'efficacité des mécanismes d'ajustement par les prix.

Alors que les libéraux raisonnent sur la base de marché en équilibre, ces Auteurs considèrent que le cas général à étudier est celui de marché en déséquilibre. En effet, dans la réalité, les prix ne sont pas flexibles mais rigides.

Edmond Malinvaud a montré alors que deux cas différents de chômage pouvaient se présenter :

b. Le chômage « Keynésien »

Caractérisé par un double déséquilibre :

- ❖ Sur le marché des biens et services : Offre > Demande. Cas d'insuffisance de la demande effective.
- ❖ Sur le marché du travail : Offre > Demande

En raison de la surproduction, les entrepreneurs réduisent leur demande de travail.

c. Le chômage « classique »

Caractérisé par un double déséquilibre :

- ❖ sur le marché des biens et services : Offre < Demande. Cas où les entrepreneurs réduisent leur offre en raison des coûts trop élevés.
- ❖ Sur le marché du travail : offre < Demande.

La demande de travail des entrepreneurs est réduite en raison du coût de la main-d'œuvre, jugé trop élevé. Cette analyse conduit à attirer l'attention des gouvernements sur le risque d'erreur de diagnostic en matière de chômage. Elle conclut cependant à la validité de la solution Keynésienne (politique de grands travaux notamment) lorsque le chômage est dû à l'insuffisance de la demande.

SECTION 2 : LA NOUVELLE ECOLE KEYNESIENNE

Ces conclusions rejoignent celles de la nouvelle école Keynésienne qui s'est attachée à expliquer les rigidités de prix et des salaires observables dans les économies contemporaines.

Sur les marchés de biens et services, les rigidités de prix peuvent s'expliquer, par exemple, par la théorie des prix de monopole. Ainsi, M. Weizman soutient que les grandes entreprises, par leur capacité à contrôler leurs prix, sont en large partie responsables du chômage contemporain.⁽¹⁷⁾

Enfin, sur le marché du travail, les rigidités des salaires nominaux peuvent résulter :

- ❖ De la volonté des Entreprises de proposer des « salaires d'efficience », salaires élevés qui peuvent attirer les meilleurs). Salaires et stimuler la productivité du travail (thèse développée notamment par Shapiro en 1984) ;
- ❖ De l'existence de « contrats implicites » souvent très rigides associés à la signature du contrat de travail.

Ainsi, le fonctionnement des marchés ne peut-il pas aboutir spontanément à l'équilibre de plein emploi : l'intention de l'Etat doit permettre de suppléer aux défaillances du marché.

SECTION 3 : L'ECOLE DE LA REGULATION

L'arrêt d'une forte croissance dans les années qui ont suivi la crise pétrolière de 1973 a suscité l'approfondissement d'une réflexion portant sur les structures du capitalisme par une nouvelle école connue sous le nom d'école de la régulation.

⁽¹⁷⁾ Beaud M., Histoire du capitalisme, 1500-2010, Seuil, 2010

Les principales représentations de cette école sont des économistes Français (**Aglietta, Boyer, Mistral**). Leurs analyses sont au conflit de la doctrine marxiste, des méthodes de la nouvelle histoire de F. Braudel et de la macroéconomie Keynésienne.

Définissant la régulation comme « la conjonction des mécanismes concourant à la reproduction d'ensemble de système », Aglietta, Boyer et Mistral notamment sont amenés à bâtir une double typologie :

- ❖ La première, fondée sur la nature du régulateur dominant, distingue la régulation concurrentielle de la régulation monopoliste ;
- ❖ La seconde, fondée sur le mode d'accumulation, oppose le régime d'accumulation extensive et régime d'accumulation intensive.

En ce sens, les crises économiques majeures sont des crises de mutation entre une régulation ancienne qui ne permet plus la croissance économique et une nouvelle régulation qui permettra de résoudre les causes profondes de la crise.

CONCLUSION GENERALE

Dans l'évolution scientifique, notamment dans les recherches en sciences sociales, spécialement en sciences économiques, les théories et les hypothèses de ce cours n'ont pas un caractère fixe mais plutôt dynamique dans la simple raison du progrès mondial des données démographiques, socio-économiques, culturelles, sociologiques et autres.

Les économies des tous les pays du monde se servent de ces différentes pensées évoquées dans le contenu dudit cours pour pouvoir servir des repères solides.

Chaque domaine scientifique a son histoire appropriée et les chercheurs pensent développer leurs recherches pour atteindre le développement souhaité de chaque pays par voie de l'économie.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Asselain J-Ch., histoire économique du 20^{ème} siècle, Tome II, Seuil, 1984
2. Asselain J-Ch., Histoire économique du 20^{ème} siècle, Tome I, FNSP et Dalloz, 1995
3. Bairoch P., Victoires et Déboires, Histoire Economique et sociale du monde du 16^{ème} siècle à nos jours, Tome III, Folio, Gallimard, 1997
4. Bastidon Gilles C., Brasseur J, Gilles Ph., Histoire de la globalisation financière, Armand Colin, 2010
5. Beaud M., Histoire du capitalisme, 1500-2010, Seuil, 2010
6. Beiton A., Gilles Ph., Parodi M., Histoire des faits économiques et sociaux de 1945 à nos jours, Dalloz, 2006
7. Bezbakh P, histoire de l'économie des origines à la mondialisation, Larousse, 2005
8. Blancheton B., Histoire des faits économiques : de la révolution industrielle à nos jours, Dunod, 2006
9. Brasseur J., Histoire des faits économiques, Tomes III, A. Colin, 2001
10. Braudel F. et Labrousse E., éd ; Histoire économique et sociale de la France, Tome IV, PUF, 1993
11. Broder A et Mauro F., Histoire économiques du monde, l'ère des ruptures (1950 à 1996), Cujus, 1997
12. Cameron R., histoire économique du monde, Larousse, 1991
13. Castel O, Histoire des faits économiques : la dynamique de l'économie mondiale du 15^{ème} siècle à nos jours, P.U Rennes, 2005
14. Cochet F., Henry G.M, voisin M, histoire et économie des sociétés contemporaines, Bréal, 2003
15. Doujon J – P, Histoire des faits économiques et sociaux, PUG, 1992
16. Garrigou – Lagrange A, Histoire des faits économique contemporaine, Dalloz, 2000
17. Phillip A, histoire des faits économiques et sociaux de 1800 à 1945, Dalloz, 2000